

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7, rue Léo Lagrange  
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

CLERMONT-FERRAND, le 01/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION**

2C route de Vichy  
Lieu dit Le marais  
63430 Les Martres-d'Artière

Références : 20230228-RAP-63-0276-inspection\_Hinderchied

Code AIOT : 0005603116

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION implanté 2C route de Vichy Lieu dit Le marais 63430 Les Martres-d'Artière. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société SAS Hinderchied Recyclage et Valorisation a déposé le 17 juin 2022, complété le 15 novembre 2022, un dossier de demande d'autorisation environnementale relative au projet d'installer une presse-cisaille pour compacter et cisailer les ferrailles, d'augmenter la capacité de stockage des batteries sur le site pour passer de 15 tonnes actuellement à 25 tonnes et d'augmenter la surface de la dalle recevant les activités de tri et de regroupement des déchets qui passera d'une surface d'environ 300 m<sup>2</sup> à environ 1526 m<sup>2</sup>. L'enquête publique a eu lieu entre le 16 et 31 janvier 2023.

La visite avait pour but de voir les aménagements déjà réalisés sur le site, s'ils sont conformes au dossier à l'appui de la demande dans le but de rédiger un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions pour autoriser l'extension.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS HINDERCHIED RECYCLAGE ET VALORISATION
- 2C route de Vichy Lieu dit Le marais 63430 Les Martres-d'Artière
- Code AIOT : 0005603116

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hinderchied Valorisation et Recyclage est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-01520 du 5 novembre 2015 pour la collecte et le transit de 15 t d'accumulateurs au plomb (rubriques 2710-1-a et 2718-1 soumises à autorisation), la collecte d'un volume de 2010 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux (rubrique 2710-2-a soumise à autorisation) et le transit de déchets métalliques sur une surface de 550 m<sup>2</sup> (rubrique 2713-2 soumise à déclaration).

L'extension consiste :

- à l'augmentation de la capacité d'accumulateur au plomb qui passerait à une capacité de transit de 15 à 25 t (la rubrique 2718-1 reste inchangée mais l'augmentation correspondrait au seuil de l'autorisation) afin de limiter l'impact des transports routiers sur l'environnement (25 t d'accumulateurs correspondant à la capacité de chargement d'un camion) ;
- à l'installation d'une presse-cisaille électrique financée à 90 % par l'ADEME pour pouvoir compacter les ferrailles ce qui soumet le projet à autorisation pour la rubrique 2791-1. Cette presse-cisaille, électrique pourra traiter environ 100 tonnes de ferrailles par jour et aura une puissance de 200 kW ;
- en l'augmentation de la surface de la dalle recevant les activités de tri et de regroupement des déchets. Ainsi la dalle passera d'une surface d'environ 300 m<sup>2</sup> à environ 1526 m<sup>2</sup>.

Ces projets ne consommeront pas de nouveaux espaces et utiliseront les parcelles cadastrales déjà exploitées. Le rythme de fonctionnement du site ne sera pas modifié et les activités seront effectuées du lundi au vendredi en journée uniquement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- aménagements mis en place depuis la dernière inspection et respect du dossier de demande d'autorisation,
- traçabilité des déchets.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets	Articles 2.1.7 de l'arrêté du 5/11/15	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Chapitre 1.5 de l'arrêté du 5/11/2015
3	Registres de suivi des déchets	Articles 2.1.3 et 2.1.4 de l'arrêté du 5/11/15
4	Équipement fixe de détection de matières radioactives	Articles 7.6.1 de l'arrêté du 5/11/15

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est correctement géré. Une amélioration est attendue dans la traçabilité des déchets dangereux qui partent pour être recyclés en Espagne.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire : Chapitre 1.5 de l'arrêté du 5/11/2015</b>
<b>Thème(s) :</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur."
<b>Constats :</b> L'inspecteur a contrôlé les principaux aménagements prévus par le dossier de demande, dont une partie servait à rendre conforme l'exploitation d'un dépôt de ferrailles. La presse-cisaille est en place et fonctionnait le jour de l'inspection. Elle est conforme au dossier, elle a été installée sur un radier antivibratoire de 80 cm de profondeur. Il a pu être constaté à l'oreille que le bruit émis par cette installation est contenu comme le stipulait le dossier et est couvert les opérations de manutention de la ferraille qui sont déjà autorisés par l'arrêté du 5 novembre 2015. L'exploitant a mis en place la plupart des murs d'enceintes en parpaing de 2 m de hauteur le long de la limite de propriété et des murs en béton au Sud-Ouest afin d'atténuer le bruit selon les préconisations de l'étude des nuisances sonores. Il manque encore le mur de 2 m de hauteur prévu le long des futurs boxes à ferrailles à créer coté Est. La plus grande partie de la dalle en béton étanche a été réalisée ce qui évitera la pollution des sols et des eaux souterraines. Un séparateur à hydrocarbures est en place. Le dossier prévoyait un dimensionnement pour un débit de 50 l/s. Le modèle installé a une plus grande capacité, il est donné pour un débit de 70 l/s. Les avaloirs sont en place. Ils sont équipés de dispositifs de préfiltration retenant notamment les petits éléments de ferrailles qui seraient entraînés par l'écoulement des eaux pluviales. Il reste à l'exploitant à étancher la partie actuellement occupée par des bennes à ferrailles qui sont seront remplacées par boxes avec parois séparatives fixes. L'exploitant a déclaré à l'inspecteur qu'il allait démarrer les travaux au début du printemps 2023. Le mur de soutènement le long de la voie de l'ancienne décharge a été réalisé. Le site utilise deux engins mobiles de levage comme stipulé dans le dossier. A proximité de l'entrée se trouve le pont bascule avec un portique de détection des objets radioactifs conformément au dossier. Le local batterie dispose bien d'une rétention déportée de 75 m³. Le transformateur électrique a été installé et est conforme au dossier.
<b>Observations :</b> Le projet d'arrêté préfectoral accordera un délai de 6 mois pour terminer les aménagements prévus par le dossier d'autorisation. Le projet d'arrêté préfectoral prévoira une mesure des niveaux sonores au 4 <sup>e</sup> trimestre 2023 afin de vérifier les niveaux prévus par la modélisation sonore. Le projet d'arrêté préfectoral prévoira une mesure des rejets aqueux une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire : Article 2.1.7 de l'arrêté du 5/11/2015</b>
<b>Thème(s) :</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les déchets non recyclables doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans."
<b>Constats :</b> La société SAS Hinderchied recyclage et Valorisation a montré à l'inspecteur les bordereaux de suivi de ses déchets dangereux gérés par le programme Trackdéchets. L'inspecteur put constater que les déchets de batterie (code déchet 16 06 01*) sont envoyés soit vers le site de regroupement de la Sirmet à Brive-la-Gaillarde, soit vers le site de regroupement de Purfer à Perpignan en vue d'être traité par des sociétés espagnoles (Respectivement Zarabat Recycling à Cuarte de Huerva et Derichbourg à Albalte del Arzobis). Néanmoins, le volet 12 n'est pas signé et l'exploitant n'a pas été en mesure de signifier à l'inspecteur si le déchet a été traité et l'éventuel date du traitement, les centres de regroupement ne lui ayant pas fait de retour via Trackdéchets ou autres.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Registres de suivis des déchets

<b>Référence réglementaire : Articles 2.1.3 et 2.1.4 de l'arrêté du 5/11/15</b>
<b>Thème(s) :</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> "Un bordereau de suivi est systématiquement établi pour les déchets dangereux, et tous les déchets sont enregistrés sur un registre contenant les renseignements minimums visés à l'arrêté ministériel du 29 février 2012. Ces registres, papier ou informatique, sont conservés pendant au moins trois ans ; ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un récapitulatif pourra être demandé par l'Inspecteur des Installations Classées." « Pour chaque flux sortant de matières valorisables issues du tri ou déchets, les renseignements minimums visés à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 sont consignés sur un registre. Ces registres, papier ou informatique, sont conservés pendant au moins trois ans ; ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un récapitulatif pourra être demandé par l'Inspecteur des Installations Classées. »
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour ses registres d'entrée sortie. Quelques sondages n'ont pas révélé d'anomalies.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Équipement fixe de détection de matières radioactives

<b>Référence réglementaire : Article 7.6.1 de l'arrêté du 5/11/15</b>
<b>Thème(s) :</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et sortant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs."
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'un portique de détection des matières radioactives. Le dernier contrôle du portique date de 5 juillet 2022.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

